

Mexique **INQUIÉTANT**

Une commission civile internationale d'observation des droits humains enquêtera au Mexique, du 15 février au 3 mars prochain. Composée d'une centaine de personnes, dont une dizaine de Québécois du Réseau de solidarité avec le Mexique et du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, la délégation recueillera les témoignages des Mexicains et des Mexicaines, plus particulièrement des Indigènes, sur la situation des droits humains au Mexique.

«La question autochtone est une des plus préoccupantes, parce que les Autochtones sont les plus pauvres et les plus marginalisés de la communauté

mexicaine», explique Roberto Nieto, du Réseau de solidarité avec le Mexique, qui fera partie de la délégation.

La Commission ira vérifier les répercussions du Plan Puebla-Panama, qui prévoit un vaste développement (routes, usines, maquiladoras, voie ferrée) dans les provinces du sud du Mexique. La délégation étudiera la Loi des autochtones adoptée à l'été 2001. Depuis le massacre d'Acteal, en 1998, où des paramilitaires assassinèrent 45 Indigènes, c'est la troisième commission civile internationale qui enquête au Mexique.

L'assassinat de l'avocate Digna Ochoa y Placido, le 19 oc-



PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

tobre 2001, à Mexico, a rappelé à l'attention du monde la situation problématique des droits humains au Mexique. L'avocate défendait des prisonniers politiques, des militants indigènes et des paysans.

— A.-M. T.

Aldo Gonzalez Rojas, un chef indigène zapotèque qui a lutté contre l'exploitation commerciale de la biodiversité, dans la province d'Oaxaca (sud du Mexique), affirme être menacé maintenant de mort. (Voir Recto Verso, n° 292)

Union paysanne **REMOUS**

Depuis son Congrès de fondation, du 29 novembre au 2 décembre 2001, à Saint-Germain-de-Kamouraska, l'Union paysanne a déjà réussi à faire bouger le gouvernement et à créer des remous autour de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

PAR DENISE PROULX

L'organisation compte 1500 membres et veut réunir à une même table producteurs agricoles et citoyens consommateurs. Les citoyens réunis lors de l'assemblée de fondation ont été nombreux à revendiquer un droit de regard sur la production agricole au Québec. Ils ont rappelé qu'ils financent par leurs taxes quelque 50 % des revenus de la ferme, qu'ils habitent le territoire et qu'ils mangent trois fois par jour.

Seulement un mois après son lancement officiel, l'Union

paysanne compte déjà une victoire : le ministre de l'Agriculture, Maxime Arseneault, a annoncé le 27 décembre que le seuil d'admissibilité d'une ferme au programme de remboursement partiel des taxes foncières était abaissé de 10 000 \$ à 5 000 \$ de vente par année. Le ministre estime que 1300 petites fermes de plus auront ainsi accès au programme.

La vision prônée par l'Union paysanne, qui dénonce l'agriculture industrielle, ne rallie qu'une infime minorité d'agri-



IMAGES HUGO LATULIPE ONF

L'Union paysanne a l'appui d'un film-manifeste, avec le documentaire *Bacon: le film*, du réalisateur Hugo Latulipe. Le président de l'Union, M. Roméo Bouchard, ancien cultivateur, est un intervenant clé de ce film, produit par l'ONF, qui dénonce l'industrialisation à outrance de l'élevage de porcs au Québec.

culteurs. L'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), en assemblée générale quelques jours après la fondation de l'Union paysanne, tirait à boulets rouges sur l'organisation. Pour suivre les activités de l'Union paysanne : www.unionpaysanne.com, et de l'UPA : www.upa.qc.ca □

